

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 175

Octobre 2026

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Anti-électoratisme et actions alternatives

« Lecornu t'es foutu, la jeunesse est dans la rue », voilà ce que scandaient très tôt ce matin les lycéens mobilisés devant leurs établissements. C'est dire qu'à la veille des vacances, de nombreux jeunes restent mobilisés, notamment à Paris. Même si quelques proviseurs zélés font pression sur les élèves de terminale afin que ces derniers récupèrent leur confirmation d'inscription au baccalauréat (remise du document et émargement).

D'une révolte spontanée, imprévisible et soudaine, comme la plupart des révoltes, les lycéen.nes semblent se mobiliser dans la durée et les références à Mai 68 fleurissent sur les pancartes (coucou Jean Pancarte). À l'image de l'émergence du mouvement des Gilets jaunes en 2018, et de tant d'autres soulèvements sociaux avant lui, les jeunes font leur apprentissage de la lutte et de la répression étatique. Les A cerclés, marque de fabrique de la génération de 1968, connaissent un regain de popularité. À l'automne 2026, toute l'attention politique semblait vouée à se concentrer, inévitablement, sur les élections présidentielles à venir, réduisant une fois de plus les aspirations au changement au sombre choix des urnes, à la délégation du pouvoir sur son propre destin à autrui. Car c'est cela le vote, une délégation de pouvoir. On donne sa voix et on perd la parole. Et les zélus font ce qu'ils veulent après, se targuant d'être légitimes.

Même si quelques révolutionnaires biberonnés aux différentes écoles trotskystes mènent parfois la danse dans les mobilisations lycéennes et étudiantes, on constate globalement un éloignement des jeunes vis-à-vis de la politique électoraliste qui n'est pas une dépolitisation mais une manière de considérer d'autres voies/voix pour changer le monde. Il y a d'autres formes de politisation, concurrentes au fait d'aller voter, qui se déploient et qui conduisent effectivement aujourd'hui beaucoup de jeunes à faire le choix de ce que l'on appelle l'action directe. Une action directe qui se conçoit comme historiquement sans intermédiaire politicien. Et puis les jeunes et les moins jeunes d'ailleurs y ajoutent leur touche. Il faut agir directement quand un problème se pose à nous : ils veulent construire une autoroute et détruire la nature, ils veulent creuser des méga bassines en s'accaparant l'eau qui est un

bien commun, ils veulent s'attaquer aux retraités et aux lycéens, ils construisent un centre commercial sur des terres cultivées, ils passent en force sur les pesticides, ils veulent trier socialement les étudiants etc. Eh bien on va se mobiliser directement, on va agir nous-mêmes sans attendre la prochaine échéance électorale qui s'annonce d'ailleurs pas folichonne si les prévisions s'avèrent justes. Sans attendre un tribun, un homme providentiel ou un populiste qui nous fait des promesses et qui ne les tiendra pas. « On prend nous-mêmes en main nos propres affaires ». L'émancipation des lycéens sera l'œuvre des lycéens eux-mêmes. Et on peut remplacer lycéens par travailleurs. On ne veut plus de médium, d'intermédiaires. Et ça, c'est ce qu'on voit aujourd'hui. Les gens reprennent confiance dans leur capacité d'agir ; c'est quelque chose qu'on voit se déployer dans toute une série de mobilisations, qu'elles soient environnementales, féministes, anti-racistes ou aujourd'hui contre la casse du service public de l'éducation avec la mobilisation estudiantine.

Il est clair que des critiques plus profondes sous-tendent les raisons structurelles du manque de ressources et du désinvestissement de l'État dans l'éducation nationale. Les jeunes ont bien compris que les gouvernements successifs privatisent petit à petit l'Éducation, que cette dernière est un filtre qui sélectionne les bons d'un côté et les moins bons de l'autre selon des critères de classes et les besoins de l'économie. Les jeunes dénoncent ce système scolaire d'une prétendue République qui, sous prétexte d'égalité formelle, ne fait que reproduire et perpétuer les privilèges, les discriminations de classes et raciales. Aux discriminations de classes de l'époque de Proudhon (cf le livre de Patrice Rannou : *Libertaires et Éducation*), s'ajoutent aujourd'hui les discriminations raciales de par la ghettoïsation des quartiers et de l'application de la carte scolaire.

La révolte étudiante française en cours ne se limite pas au milieu scolaire. Elle s'est propagée partout. Cette nouvelle génération de mécontents voire de rebelles semble concentrer et amplifier l'héritage de nombreuses luttes, anciennes et nouvelles. De l'anticapitalisme à l'antiracisme, de l'antisexisme à l'antiautoritarisme, des principes

de solidarité avec tous les opprimés du monde. D'ailleurs, les jeunes ont bien compris que les jeunes d'autres pays les regardent et les envient. Ils donnent des idées aux autres. Cette révolte se manifeste comme un mouvement social de personnes libres, sans cages imposées ni construites, sans leaders, sans besoin de représentants. Par les luttes, l'analyse, le discours et l'action collective, elles trouvent les moyens d'imaginer un avenir souhaitable.

Des battles d'aura s'invitent devant les bahuts, il y a de la rigolade. Les parcs et squares sont envahis par des jeunes qui discutent assis sur les pelouses. Cette jeunesse à qui

l'on promet une dette abyssale, une planète en lambeau, une progression fulgurante de cancers, une guerre à venir etc., loin du pessimisme ambiant, cette jeunesse vient de retrouver le goût de vivre ensemble, de lutter ensemble joyeusement, d'espérer changer les choses etc. Et c'est un bel exemple pour leurs parents et leurs grands-parents.

Cette société capitaliste et autoritaire honnie, existe-t-il un espoir de la changer ? C'est aux jeunes de s'y coller, là où leurs aînés ont échoué.

Ty Wi (Groupe Libertaire Jules Durand)



Une jeunesse terroriste française



Aujourd'hui, nous assistons à une mobilisation autour d'une addition de mécontentements. Les lycéens ont démarré le mouvement social en septembre et des salariés leur ont emboîté le pas car ils en ont assez des budgets gouvernementaux austéritaires. Vie chère, pas d'augmentation de salaire, hausse des carburants, du gaz et de l'électricité avec l'hiver qui arrive. Détérioration des services publics notamment dans les zones rurales. Difficulté à trouver des médecins, des spécialistes... Soins de santé de moins en moins remboursés (notamment les soins dentaires), pas de revalorisation des retraites, etc. Sans compter le dérèglement climatique. On assiste à une cristallisation de colères, et le gouvernement ne donne aucune réponse politique rapide ni aux jeunes, ni aux salariés, ni aux retraités. Sa seule réponse, c'est la matraque, des peines de prison qui ne visent pas à être justes mais à être les plus sévères possibles. Il s'agit de dissuader les gens de manifester. Les femmes violées, les parents d'enfants abusés sexuellement apprécieront la différence de traitement dans la diligence des procédures judiciaires; ce qui fait dire à certains qu'il vaut mieux être une vitrine qu'une femme ou un enfant violé. Le gouvernement donne des consignes générales d'interdiction de manifester. Notre liberté d'expression en prend un sérieux coup. Macron prépare le terrain à Marine Le Pen en appliquant des mesures liberticides. Il préconise la plus grande dureté en matière de maintien de l'ordre. Ce virage sécuritaire nous interpelle. Aurions-nous une jeunesse terroriste ? A en croire les dispositions prises par l'exécutif en ce qui concerne les restrictions et interdictions de manifester, ce serait le cas.

Macron vient de ternir un peu plus son deuxième quinquennat. Les 7000 gardes à vue de mineurs lors du premier mois du mouvement lycéen resteront comme une tache indélébile. Il restera dans l'Histoire comme le président des gardes à vue : 8000 puis 2700 autres les 16 et 17 octobre. Sans compter les centaines de blessés dont plusieurs mutilés. Les médias sérieux s'occuperont de faire le décompte de la répression plutôt que de s'occuper du nombre de vitrines cassées.

Certains disent que les désordres favorisent la montée du R.N. et oublient de dire que Madame Le Pen caracolait en tête des sondages à l'élection présidentielle de 2027, bien avant le 17 octobre. Elle est bien aidée par les médias dont Antenne 2 qui ont effectué des clips de propagande ne montrant que des scènes de chaos. La guerre civile était là. Cela permettait de passer sur les revendications des manifestants notamment des lycéens et des étudiants. L'extrême-droite a beau jeu derrière de se présenter comme le parti de l'ordre. Et Macron ainsi que la droite de Retailleau et Philippe endossent aussi le maillot jaune de l'ordre. Ils suivent comme des toutous les sondages de demande d'ordre. Sondages commandés et payés par qui ?

Seulement, une partie des Français considère que pour changer les choses, le passage par la rue est nécessaire, même avant la présidentielle. Ce qui dénote une méfiance de plus en plus grande vis-à-vis des élections qui au final n'apportent que des changements de forme et non de fonds : aucun partage des richesses. Les riches de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres. Ne pas taxer les riches en invoquant le ruissellement est la plus grosse arnaque de Macron qui a fait avaler des couleuvres aux électeurs durant dix ans. Sa ligne de défense est de considérer que la hausse des carburants est due à un facteur extérieur : les guerres en Ukraine et en Iran. Mais il ne dit rien du désengagement de l'Etat vis-à-vis des services publics par exemple. Macron nous prend pour des idiots.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est la mobilisation des jeunes, un peu comme pour les mobilisations anti-CPE (Contrat première embauche).

En refusant toute discussion sérieuse avec les jeunes et les syndicats, la société se trouve dans un mélange de cocktail explosif. L'originalité de ce mouvement social c'est qu'il se déroule à quelques mois de l'élection présidentielle.

Entre le mouvement des gilets jaunes de 2018 et celui contre la réforme des retraites de 2023, il est possible de conjuguer ces deux colères en y incluant les jeunes comme troisième composante. A savoir que le 5 novembre, le nombre de manifestants pourrait avoisiner les 1,5 million de manifestants. Ce serait une sorte de convergence des luttes. Les jeunes ont eu un rôle moteur en 1968. Au niveau international (Serbie, Espagne, Italie, Grèce etc.), la jeunesse commence à se bouger aussi en prenant la jeunesse française comme exemple.

L'extrême-droite se présente comme le parti de l'ordre mais Méloni en Italie doit faire face au mouvement social des routiers ce qui a une incidence sur l'approvisionnement des magasins, et à celui de la jeunesse qui commence à se mobiliser un peu comme en Grèce...

On sent une certaine fébrilité chez Lecornu. Quand un gouvernement ne propose que la répression, quand il base sa réaction sur la délation, quand il utilise un vocabulaire inapproprié vichiste, c'est qu'il s'enfonce dans l'autoritarisme. Macron endosse la posture de Jupé en 1995, droit dans ses bottes. Il n'entend pas faire des annonces significatives et rapides concernant les revendications lycéennes, ce qui constituerait pour lui un aveu de faiblesse, lui qui a toujours raison. C'est cela le pouvoir vertical. Il n'entend pas donner quelques signaux pour le point d'indice des fonctionnaires non plus par exemple. A ce titre, la situation va devenir intenable pour le gouvernement qui compte jouer le pourrissement mais pas sûr que cela marche cette fois-ci.

Les jeunes et les militants les plus combatifs ciblent l'État, mais aussi la police (Tout le monde déteste la police) – et la dénonciation des violences policières qui devient un

axe revendicatif fort.

Mettre un impôt très progressif sur la richesse et le capital ne pose aucun problème technique. C'est une question de volonté politique. Les anarchistes restent cependant inquiets car l'évolution du macronisme pourrait rétablir la guerre comme moyen essentiel de lutte pour le pouvoir, mais sous une autre forme...

Ty Wi (Groupe libertaire Jules Durand)



Crash-test pour Lecornu, le 5 Novembre 2026

Huit cent mille manifestants dans la rue, le samedi 17 octobre 2026. Cela faisait longtemps que ce n'était pas arrivé d'avoir autant de monde dans les rues. Bien mieux que les gilets jaunes de 2018 et de surcroît les jeunes n'ont pas l'intention de rentrer dans le rang sans obtenir satisfaction. Et ce n'est pas le discours de Macron à la télé dimanche dernier qui va les calmer ; parce qu'il a dénoncé les violences mais à aucun moment il n'a proposé de solutions pour sortir de la crise. Les revendications sont légitimes...mais quand elles sont défendues calmement, elles ne sont pas entendues. Sois jeune et tais-toi !

Les événements intenses du 17 octobre, marqués par de violents affrontements dans de nombreuses villes françaises, démontrent que la France n'a pas fait exception. Comme ces dernières années dans de nombreuses régions du monde, des Amériques à l'Asie du Sud-Est en passant par plusieurs pays européens, nous avons assisté

à l'explosion d'un mécontentement latent, avec des centaines de milliers de personnes descendant dans la rue et faisant preuve d'une détermination capable de résister même aux interventions policières les plus brutales. À l'instar de nombreux autres pays, les personnes qui ont alimenté les manifestations du 17 octobre ne l'ont pas fait en suivant les directives de grandes organisations, mais principalement par le biais des réseaux sociaux, des conversations quotidiennes qui circulent au sein du tissu social des quartiers et des lieux de travail, et en répondant aux appels de petites organisations sans autorité centrale.

Il s'avère que l'absence de structures pour encadrer et diriger les manifestations leur confère un caractère auto-organisé, laissant la prise de décision aux personnes directement impliquées, stimulant leur créativité et faisant d'elles les protagonistes des actions entreprises. De toute évidence, elles ne luttent pas pour faire avancer un

prétendu projet révolutionnaire. Cependant, elles développent des pratiques révolutionnaires dans l'immédiat car, en s'attaquant à l'immense pouvoir du système que leur mobilisation conteste, elles créent un contexte de contestation dont les conséquences à court et moyen terme sont difficiles à prévoir.

La multiplication internationale d'événements tels que ceux du 17 octobre en France témoigne de la validité des arguments selon lesquels, partout où la domination s'intensifie, la résistance et la révolte émergent nécessairement. Ces arguments prévoient donc que des mobilisations de grande ampleur éclateront de manière épisodique et apparemment spontanée, là où des circonstances locales d'oppression allument les étincelles de l'insurrection, provoquant parfois un effet de contagion ailleurs, mais sans que ces soulèvements soient le fruit de grands récits d'émancipation. (Tomás Ibáñez)

Comme c'est souvent le cas lorsque le mécontentement gronde dans les rues, les médias privilégient les images les plus spectaculaires, généralement celles d'affrontements violents, d'incendies et d'attaques contre des symboles du système oppressif. Ces images, associées aux déclarations des responsables gouvernementaux et des défenseurs du pouvoir en place, suscitent la peur et le rejet au sein d'une grande partie de la population. Et, comme c'est souvent le cas également, les partis et groupes politiques qui soutiennent plus ou moins ouvertement les mouvements de contestation s'empressent de condamner les actions qualifiées de « violentes », alors même qu'ils ne les attribuent pas à des provocations délibérées.

Les journalistes ont bien constaté le samedi matin qu'il y avait plein de petits cortèges qui jouaient au chat et à la souris avec la police : « Pas de chef, pas de but véritablement défini, juste des individus en mouvement ». Ce qui est intéressant aussi c'est de constater que pour les jeunes, c'est l'Etat qui est violent. Sincèrement quand des lycéens qui effectuent pacifiquement un blocus devant leur lycée et qu'ils se font déloger à coup de gaz lacrymogène et de matraque, il ne faut pas s'attendre après à ce que les jeunes fassent des câlins aux « forces de l'ordre ». Quand des responsables syndicaux se font tirer dessus à coups de grenades lacrymo, LBD... alors qu'ils manifestent comme d'habitude et qu'ils ont été sciemment visés, il ne faudra pas s'étonner que les syndicalistes viennent manifester avec des manches de pioche la prochaine fois. Plusieurs manifestants ont été gazés alors qu'ils n'avaient même pas démarré la manifestation. Et il suffit de visionner toutes les vidéos qui circulent sur instagram par exemple pour constater les méfaits de la police.

Et puis, cette casse des services publics dont l'Education et la Santé. Est-ce qu'on demande aux gens leur sentiment vis-à-vis de cette casse ? Est-ce qu'on leur demande de la condamner ?

Et les dix millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté ! Et ces millions de retraités qui peinent à vivre de leur retraite et que le gouvernement entend désindexer celle-ci à partir de 1280 euros ! Et ces usines qui ferment avec le chômage à la clef. C'est qui les casseurs ? C'est qui les violents ! Et les lycées dégradés !

Le mouvement des « Gilets jaunes » a atteint son apogée il y a plusieurs années, mais ce vêtement est resté présent lors de manifestations dans diverses villes, même s'il n'était plus entièrement jaune. Ceci met en lumière l'un des aboutissements les plus précieux des luttes collectives intenses : elles catalysent l'éveil des consciences et forgent en quelques jours des militants qui le resteront jusqu'à leur dernier souffle. Créer des subjectivités durables, rebelles et subversives est le précieux résultat des luttes collectives radicales, quel que soit leur aboutissement. Se réjouir de la force des affrontements et de l'intensité des débats, et au contraire les dénoncer, c'est desservir la création de cette source de résistance au système établi qui naît de la lutte.

Et le journal « Le Monde » du 20 octobre vient de desservir le syndicalisme croyant au contraire le rehausser : « Refusant tout compromis, les différents exécutifs macronistes ont systématiquement contourné les syndicats depuis 2017, contribuant à leur affaiblissement. En s'y prenant de cette manière, le pouvoir exécutif s'est privé des intermédiaires indispensables pour canaliser les colères. » La principale utilité des syndicats serait de canaliser les colères des gens. Et si l'on va jusqu'au bout de la logique, Le Monde aurait pu ajouter, et faire rentrer les manifestants dans le rang. Voilà qui va donner du grain à moudre à nos camarades anarcho-syndicalistes.

Alors, oui, le 5 Novembre, il faudra être encore plus nombreux que le 17 octobre à manifester, pas pour rentrer dans le rang mais afin de briser leur vieux monde inégalitaire.

Patoche (GLJD)



Vers la Révolution?

On ne peut pas nécessairement concevoir la révolution du XXI^e siècle comme une répétition de celle de la Révolution espagnole de 1936, la Révolution russe de 1917, ou de tout autre événement historique. Nous ignorons à quoi ressemblera une future transformation révolutionnaire. Cependant, l'idée de révolution trouve toujours un écho, et nous ne devons donc pas l'abandonner.

Nous pouvons tirer des leçons du passé et comprendre les processus qui y ont conduit : ce long processus non linéaire de transformation des relations sociales et de construction de communautés en lutte, dotées de leur propre culture et de leurs propres capacités organisationnelles, capables de faire face à l'État et au capital.

En ce sens, il n'y a pas de contradiction intrinsèque entre la révolution sociale et les luttes concrètes du quotidien. L'essentiel est de veiller à ce que ces expériences quotidiennes renforcent la capacité des citoyens à s'organiser, à prendre des décisions collectives, à s'opposer aux détenteurs du pouvoir et à bâtir leurs propres institutions.

Ce processus d'accumulation correspond précisément à ce que certaines organisations militantes contemporaines appellent le « pouvoir du peuple ». Black Rose, aux États-Unis, par exemple, conçoit ce pouvoir du peuple comme la construction à long terme de mouvements indépendants, durables et combatifs, capables à la fois d'obtenir des améliorations et d'accumuler de la force en vue d'une transformation sociale révolutionnaire.

Et partant de ce principe, il serait intéressant de réfléchir à :

Comment la majorité sociale qui vit de son travail est-elle organisée aujourd'hui, comment se rapporte-t-elle aux autres formes de domination, et comment peut-elle devenir une force capable de transformer radicalement la société ?

Comment construire des organisations suffisamment fortes pour développer leurs capacités et suffisamment libertaires pour ne pas devenir une nouvelle forme de domination sur ceux qui luttent ?

Comment faire en sorte, que les luttes quotidiennes développent des capacités, des relations et des formes d'organisation qui rendent possible une transformation révolutionnaire ?

Car si nous abordons des questions pratiques, on prend davantage conscience de ce qui nous sépare, de ce qui nous unit et des possibilités de collaboration, qui sont plus nombreuses que les obstacles.

Une conception anarchiste de la transformation sociale doit être capable de comprendre les relations entre les différentes formes de domination. Le capitalisme n'est

pas la seule structure de pouvoir existante. Mais il ne disparaît pas pour autant simplement parce que l'on découvre l'existence d'autres structures. Et il est vrai que les luttes contemporaines sont multiples et qu'il n'existe pas nécessairement un seul mouvement ouvrier organisé qui puisse les fédérer. Cependant, affirmer l'existence de nombreuses luttes autonomes ne résout pas le problème de la consolidation des forces, car il est tout à fait possible d'avoir une constellation d'organisations répondant à différents problèmes et besoins dans la vie des travailleurs. Il n'y a pas nécessairement d'inconvénient ; la question est de savoir comment, au sein et en dehors des organisations, élaborer une stratégie de progrès collectif.

Dans l'actualité brûlante de ces derniers jours, chaque courant de pensée y va de ses solutions. Les communistes et les insoumis par exemple ont un intérêt électoral évident. Pour les Insoumis de Mélenchon, il s'agit d'être présent au second tour de l'élection présidentielle. Pour les communistes, il s'agit de la survie de leur organisation.

L'extrême-gauche trotskyste milite pour organiser un parti prolétarien fort qui servirait d'avant-garde. Elle retombe dans les vieux schémas organisationnels marxistes-léninistes avec les travers que nous dénonçons depuis Crons-tadt et Makhno.

Les anarchistes pensent que le logement, le genre, le racisme, les migrations, le territoire, la reproduction sociale et l'environnement ne sont pas des enjeux que l'on peut simplement exclure de la lutte des classes. Toutefois, on ne peut pas non plus réduire toutes les luttes contre la domination à une simple question de salaires et de vie chère. Même si la lutte contre la vie chère est primordiale surtout pour les travailleurs, les étudiants, les chômeurs et les retraités qui tirent la langue à la fin de chaque mois, si ce n'est le quinze du mois.

Une organisation anarchiste spécifique ne devrait pas se substituer à un syndicat, une association de défense du logement ou un mouvement populaire. Elle ne devrait pas non plus devenir une autorité extérieure dictant la conduite de ces mouvements.

Nous avons toujours dit qu'un groupe libertaire, affinitaire...devait faire de la propagande anarchiste (journaux, tracts, brochures, films, émissions culturelles...). Mais que l'action se fait en dehors, dans les syndicats, dans les associations...Son rôle est d'intervenir en leur sein, de les organiser, de contribuer par des propositions, de tirer des enseignements de l'expérience et de s'efforcer de développer une orientation révolutionnaire...

Les anarchistes ne sont pas des gourous mais des militants de terrain et le terrain est divers.



Lycéens, étudiants et anarchisme



Il devient de plus en plus évident que le temps des révolutions n'est pas terminé. De même, il devient de plus en plus clair que le mouvement révolutionnaire mondial du vingt et unième siècle trouvera moins ses origines dans la tradition marxiste, ou même dans le socialisme au sens strict, que dans l'anarchisme. (David Graeber)

L'une des raisons en est que la nouvelle génération est beaucoup plus intéressée à développer de nouvelles formes de pratiques que de débattre sur les plus petits détails idéologiques.

L'anarchisme est un courant très politique, mais pas politicien, structuré cependant et porteur d'une alternative au capitalisme et d'une vision globale de transformation de la société.

Souvent, dans les manifestations, des jeunes nous demandent d'où vient l'anarchisme et quel est son projet économique et social? Quelle est son approche d'une écologie sociale et libertaire, son implication féministe? Quelles sont les stratégies d'action de l'anarchisme et ses modes d'organisation? Alors que désire l'anarchisme?

- L'anarchisme est né de la misère, tant rurale qu'industrielle. C'est un courant du socialisme qui se développe véritablement au XIX^e siècle en Europe, notamment sous l'impulsion de penseurs comme Pierre-Joseph Proudhon (qui s'en revendique déjà en 1840), Michel Bakounine, Pierre Kropotkine, Malatesta et beaucoup d'autres. Jusqu'à David Graeber récemment.

- L'anarchisme est la plus haute expression de l'ordre (Elisée Reclus), à ce titre il ne prône pas le chaos ou l'absence de règles, mais une organisation sociale auto-gérée par les individus eux-mêmes de bas en haut.

- Il vise à abolir l'État et le capitalisme pour instaurer une société fondée sur la liberté individuelle, l'égalité et la solidarité. Pour les anarchistes aussi appelés libertaires, l'égalité politique est une fiction s'il n'y a pas d'égalité économique et sociale.

- Il intègre également des dimensions écologistes (lutte contre le dérèglement climatique, contre les pesticides...), féministes (anarcha-féminisme) et anti-autoritaires (Ce terme s'impose politiquement dans les années 1872 notamment lors de la scission de la Première Internationale).

- Ses partisans privilégient l'action directe (action sans intermédiaire politicien), l'entraide et la fédération libre plutôt que le passage par les urnes ou les partis politiques traditionnels.

- L'État est perçu comme un instrument de domination et d'exploitation.

- L'anarchisme a connu des expériences historiques majeures, telles que la Révolution sociale espagnole de 1936.

- Les Libertaires sont pour la gestion directe des entreprises et des Communes, de toute la société. C'est ce que l'on appelle communément l'Autogestion : les décisions s'organisent par la démocratie directe à la base en opposition aux décisions prises au sommet d'une chaîne de commandement (élus, partis politiques, bureaucraties syndicales, dirigeants, etc.). Les pratiques d'assemblée générale et la coopération sont privilégiées.

- Libertaires, égalitaires, fraternitaires: l'anarchisme place l'égalité réelle et la liberté individuelle comme des valeurs indissociables. Les valeurs fraternitaires se retrouvent dans la solidarité et l'entraide. La vertu des classes laborieuses, c'est la solidarité.

- Les anarchistes sont anticapitalistes. Dans leurs critiques du capitalisme : ils combattent la propriété lucrative et le salariat, qu'ils jugent aliénants.

- Les anarchistes sont pour l'union indispensable des ouvriers des villes et des travailleurs des campagnes.

- Lorsque l'on fait la Révolution pour l'émancipation de l'humanité, il faut respecter la vie et la liberté des hommes mais on n'a aucunement à respecter les bourses, le système financier rempli de pillage, de vol, de crime... par tous les sales moyens du régime capitaliste.

- Les anarchistes sont fermement attachés au réel, malgré toutes les contradictions contingentes, inspirés dans leurs combats par deux éléments fondamentaux que sont la liberté et la résistance à la soumission. C'est dire que les anarchistes luttent à la fois contre tous les fascismes (rouge, brun...) et le système libéral en place. Les fascismes se sont toujours appuyés sur l'armée contre le peuple, les régimes démocratiques aussi, c'est pour cela, entre autres, que les anarchistes sont antimilitaristes.

Alors, êtes-vous anarchistes? « Être anarchiste, c'est simplement croire que les êtres humains peuvent se comporter de manière sensée sans qu'on les y force. Une idée toute simple, mais que les riches et les puissants ont toujours trouvée terriblement dangereuse.

Le capitalisme sauvage ne se domptera pas de lui-même. Le 1% de riches n'est pas près de s'exproprier lui-même. Si nous voulons une alternative à la stagnation, à l'appau-

vrissement et au désastre écologique, il nous faudra bien trouver le moyen de débrancher la machine et de repartir à zéro.

En attendant ces changements plus que souhaitables, on peut considérer l'anarchisme comme une manière de vivre fondée sur l'équilibre personnel, la cohérence éthique et le respect concret des autres. L'anarchisme a souvent bénéficié du soutien d'artistes, de Gustave Courbet à Banksy en passant par Pissaro, Luce, Paul Signac, Jossot etc.

Au travers des mouvements sociaux, les militants les plus actifs tendent à devenir des chefs informels ; l'engagement absorbe la totalité de la vie individuelle ; les rapports humains se durcissent. Les anarchistes n'oublient jamais que l'on ne peut pas dissocier les moyens employés des buts à atteindre.

Et pour les lycéens et les étudiants, qu'ils/elles sachent que l'éducation constitue la principale arme de la Révolution sociale.

Vive le socialisme libertaire – Vive l'anarchie –



Aucun gouvernement ne combat le fascisme pour le détruire

« Aucun gouvernement ne combat le fascisme pour le détruire. Lorsque la bourgeoisie voit le pouvoir lui échapper, elle instaure le fascisme pour préserver ses privilèges. (...) Le fascisme ne se débat pas, il se détruit. »
— Buenaventura Durruti

Face à la montée de l'extrême droite et au piège électoral tendu par celle-ci en France et ailleurs, il devient urgent de créer des espaces de discussions, de rencontres où le mouvement anarchiste, ses collectifs et ses individus, puissent partager des stratégies et des tactiques qui nous préparent à poursuivre la lutte contre l'extrême-droite dans nos villes et nos régions.

Les systèmes d'oppression (capitalisme, patriarcat, colonialisme, entre autres) ont muté et manifestent aujourd'hui une appropriation croissante de la vie, de son potentiel créatif et coopératif, tout en perpétuant l'exploitation du travail, la violence coloniale et la dévalorisation de la sphère de la reproduction. À la stratégie macro-politique des rouages de la machine coloniale/capitaliste s'ajoute désormais une extraction micro-politique des processus qui façonnent des subjectivités destinées à reproduire le processus continu de colonisation de la vie.

L'anarchisme de Bakounine et autres grands penseurs libertaires s'est toujours ancré dans le réel et a toujours été inspiré dans ses combats par deux éléments interdépendants et fondamentaux : la liberté et la résistance à la soumission. Éléments complétés par une éthique libertaire.

Aujourd'hui, les échecs du libéralisme et du communisme autoritaire sonnent l'impossibilité pour le mouvement social de sortir de cette impasse. D'où un intérêt croissant et un souffle plus fort pour les sentiments anti-autoritaires qui émergent partout dans le monde. Pas suffisamment pour renverser la table mais suffisamment pour donner un espoir aux générations présentes et futures.

L'actualité avec la possibilité de l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir en France nous convoque pour un enjeu majeur. Faut-il voter pour engendrer le moindre mal ? Les anarchistes au Havre et ailleurs pensent que l'on ne combat pas le fascisme par le vote. Et nous pourrions ajouter que c'est par l'abstention électorale active que nous pouvons freiner son développement. Que finalement le vote banalise, cautionne et légitimerait l'extrême-droite si cette dernière arrivait au pouvoir.

Ce n'est pas en votant que l'on combattrait la xénophobie, que l'on éloignerait le soutien de plus en plus présent des élites financières et économiques de France et d'ailleurs à l'extrême-droite. Cette dernière a conservé ses concepts autoritaires, conservateurs, réactionnaires et fascisants pour certains mais a su intégré les nouvelles technologies qui leur permettent de véhiculer leurs idées dans le cadre d'une bataille culturelle élargie et qui leur permettront un contrôle social plus important à l'avenir. Quant au moindre mal, comme le faisait remarquer un vieux compagnon, cette stratégie fut celle adoptée par le grand patronat pour s'opposer au danger révolutionnaire, en

faveur du nazisme.

Dans la perspective d'une lutte contre l'extrême-droite, nous estimons nécessaire de créer un espace pour partager et renforcer les luttes contre elle et déjà engagées sur différents territoires. Un espace qui nous permette de réfléchir à la manière dont les systèmes d'oppression sont structurés dans le contexte historique actuel, tant au niveau macro-politique que micro-politique. Il nous faut redonner de l'espoir aux jeunes, aux travailleurs...et créer l'étincelle qui allume des synergies anti-autoritaires à visée émancipatrice.

La mise en place de cercles de discussion, où les débats pourraient porter sur les différentes facettes de l'extrême-droite contemporaine et les pratiques de résistance actuelles et potentielles qui pourraient y faire face. Ces questions peuvent être abordées à l'échelle de la domination macro-politique mondiale, mais aussi dans les réalités quotidiennes de nos espaces/territoires et dans la construction de nos subjectivités. Au niveau macro-politique, les participants seraient invités à partager et à examiner de manière critique les contributions et les pratiques de lutte contre la domination fasciste contemporaine, telles que les luttes anti-carcérales, anti-impérialistes, anti-nationalistes, antiracistes, féministes et écologistes, anarcho-syndicalistes, entre autres. De plus, au niveau micro-politique, nous estimons nécessaire de problématiser les pratiques qui s'inscrivent dans un désir politique intériorisé qui reproduit le fascisme et s'incarne dans des dynamiques autoritaires/fascistes au sein de la famille et des groupes sociaux, institutionnalisées par l'État, telles que le punitivisme, la militarisation de la vie quotidienne, le désir de compétition, le racisme intériorisé, entre autres.

La haine continue à se manifester dans le racisme, la xénophobie, l'homophobie...Mais socialement, les foyers

de haine peuvent être désamorçés par l'entraide et la solidarité. La société est structurée par la violence et la domination, c'est pour cela que l'on doit détester la guerre et le militarisme ; c'est pour cela que les dominés doivent faire preuve d'empathie et d'imagination afin d'inverser et contrer la violence structurelle de nos sociétés.

Des propositions sous de multiples formats, tels que des conférences, des ateliers, des interventions graphiques, diverses expressions contre-culturelles, des projections, des documentaires, des affiches, des autocollants, des brochures, entre autres...pourraient servir de support pour populariser les initiatives libertaires.

« Etre anarchiste, c'est simplement croire que les êtres humains peuvent se comporter de manière sensée sans qu'on les y force. Une idée toute simple mais que les riches et les puissants ont toujours trouvée terriblement dangereuse. » « Les anarchistes estiment que ce sont le pouvoir et les effets du pouvoir qui rendent les gens stupides et irresponsables. » (David Graeber)

Action directe contre l'extrême-droite et le fascisme !

MAINTENANT!



Le gouvernement se fout des lycéens et des retraités

Le gouvernement comme d'habitude est faible avec les forts et fort avec les faibles. Il consent toujours des avantages et faveurs aux puissants de ce monde, les grandes fortunes et les grosses entreprises. Les économistes sérieux nous le disent et répètent : « Nous avons avant tout un problème de recettes publiques et non de dépenses publiques ». Le gouvernement choisit la matraque avec les jeunes plutôt que le dialogue. Ce sont des milliers de jeunes qui ont été interpellés.

Le gouvernement ne prend pas l'argent aux riches mais aux retraités. Il ne donne pas d'argent pour améliorer le bâti des établissements scolaires ou l'amélioration des conditions d'enseignement mais donne des milliards pour l'armée et les industries de mort.

Avec le projet de faire payer les retraités, ce sont les grands parents des lycéens qui seront pénalisés. L'impôt sur la fortune a été supprimé par Emmanuel Macron en 2017, les plus fortunés ne sont pas taxés à la hauteur de ce qu'ils devraient payer. Par contre tout augmente pour les travailleurs, les jeunes et les retraités. Le patrimoine des plus riches n'est pas suffisamment taxé.

Les arrogants du gouvernement n'avaient pas prévu que sur les blocus de lycées, il n'y avait pas de représentante.es d'organisations lycéennes. Tout était spontané. Les jeunes utilisent les réseaux sociaux très efficaces. Ils n'ont pas besoin de leaders, pas besoin des politiciens qui veulent les faire rentrer au bercail. Le gouvernement essaie de maintenir éloignés les jeunes de leurs lycées et demande

aux enseignants de faire cours en distanciel. Les syndicats enseignants ont refusé et c'est tout à leur honneur.

Des lycéen.nes tiennent des pancartes en carton sur lesquelles ils/elles ont écrit leurs propres slogans, par exemple : « Ils donnent 6 milliards d'euros pour les militaires mais pas un centime pour les lycées de banlieue. Réveillez-vous ! ».

En réalité, ce sont 450 milliards qui sont donnés aux industries d'armement et aux militaires.

Quel avenir pour les jeunes quand on leur dit à longueur de journée qu'ils vont payer une dette pour laquelle ils n'y sont pour rien. Le gouvernement agite l'épouvantail des retraités. Ce serait à cause de leurs grands-parents retraités que la France serait endettée. Mais quels salopards ces politiciens car la dette correspond à des décisions politiques. Dans l'immédiat après Seconde Guerre mondiale, les comptes ont été plombés par la Guerre d'Indochine (1946-1954). Le déficit était abyssal et puis il y a eu la Guerre d'Algérie qui a creusé encore davantage la dette etc. Jusqu'à la politique de Monsieur Macron « du quoi qu'il en coûte ». Et tous les milliards qu'il octroie encore aux militaires.

Et on nous demande de payer la dette mais c'est la leur à tous ces politiciens de gauche comme de droite. Ce n'est ni aux lycéens, ni aux travailleurs, ni aux retraités de payer leur dette.

Quel avenir pour les jeunes quand le climat s'emballe et qu'on fait travailler les lycéens dans des fournaies parce que les bâtis ne sont pas adaptés aux températures caniculaires. Parce que les gouvernements ont fait le choix des lobbies jusqu'aux pesticides qui entraînent des cancers de plus en plus nombreux.

Quel avenir quand le gouvernement et les médias à leur solde nous parle de guerre à nos frontières, quotidiennement.

Quel avenir quand le taux de chômage est important et que les inégalités sociales s'accroissent.

Quel avenir quand on n'est pas sûr de maîtriser l'I.A.

Quel avenir dans un pays qui a 10 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Alors les jeunes ont raison de mettre un bon coup de pied dans la fourmilière. Les gouvernants et aucun politicien ne l'avait vu venir. Tant mieux, ils ont le feu au cul maintenant. Ils vont donner des miettes, pas sûr que ça suffise.

La manifestation du 6 octobre va être massive car les étudiants vont se joindre aux lycéens. Des enseignants et

des pompiers seront présents aussi. La jonction se fera-t-elle avec les gilets jaunes, le 17 octobre ? Les retraités comptent bien prendre possession des ronds-points. Les dockers et les travailleurs portuaires du Havre et de Rouen ont prévu un mouvement de grève le 30 octobre. Les jours qui viennent vont être déterminants pour savoir si on s'achemine vers une grève générale. Y aura-t-il convergence des luttes ?

Le gouvernement a les trouilles et il a raison. Bien fait pour ceux qui n'écoutent rien. Tout le monde en a marre des technocrates et des bureaucrates, des personnels politiques déconnectés de nos réalités, bref des petits bourgeois qui n'aspirent qu'à leur plan de carrière au détriment des plus démunis.

Liberté, égalité, fraternité est devenu un slogan vide de sens aujourd'hui. Y a-t-il égalité scolaire quand on ghettoïse les établissements scolaires, quand le séparatisme social favorise les établissements privés du primaire à l'université.

Les anarchistes le disent : égalité économique et sociale ; écologie sociale et libertaire ; pas un rond pour l'armée. C'est en s'organisant à la base qu'on y arrivera. Gageons que les politiciens de tous bords essaieront de récupérer et manipuler le mouvement lycéen à des fins politiciennes. Les jeunes n'ont certainement pas envie d'être des moutons. Dis leur merde aux leaders. Dans la rue le 6 octobre et les jours d'après.

Ty Wi (Groupe libertaire Jules Durand)



Communiqué du Groupe Libertaire Jules Durand:

Soutenons les lycéens et lycéennes

Depuis une semaine un mouvement impulsé par des lycéens et des lycéennes prend forme en région parisienne et s'est étendu dans d'autres endroits du territoire. La Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France métropolitaine est particulièrement touché par la casse des services publics et l'abandon, le mépris de la Région et du ministère de l'Éducation nationale. Les anarchistes félicitent les jeunes qui se mobilisent face au manque de moyens dans l'Éducation nationale et à la dégradation de leurs conditions d'études. Les lycéennes et les lycéens ont raison de se mobiliser. Ils ont raison de ne pas vouloir attendre l'élection présidentielle de 2027 dont il ne ressortira rien de bon quel que soit le vainqueur de cette joute électorale. Ce mouvement social prend de l'ampleur et c'est bon signe. C'est signe que la jeunesse n'est pas anesthésiée par deux quinquennats de Macron. C'est signe aussi que la jeunesse ne veut pas du Rassemblement National au regard des revendications portées et des slogans scandés.

Les lycéens ont ras-le-bol des classes surchargées, des enseignants et personnels non remplacés, des établissements qui se délitent, du séparatisme scolaire, des emplois du temps à trous. Les classes de plus de 35 élèves sont monnaie courante. Les grands-parents de ces jeunes ont connu ces mêmes effectifs dans les années 1970, c'est dire que les conditions de travail et d'enseignement ne s'améliorent pas depuis plus de cinquante ans. Aujourd'hui, les lycéens manquent de tout et veulent des conditions d'enseignement dignes en termes d'effectifs, de personnels, de bâti scolaire et d'équipements. Ils en ont marre ainsi que leurs parents de la violence du tri scolaire et social, la pression de Parcoursup dont l'abrogation est demandée car Parcoursup renforce les inégalités et prive des milliers de bacheliers d'une place dans l'enseignement supérieur. Ils ont mille fois raison. Alors les manifestations et les grèves à l'appel de l'intersyndicale du service public l'ont scandé hier, mardi 29 septembre : « on veut des moyens. »

Les bocages se sont intensifiés durant cette journée de grève de la Fonction publique: 338 établissements concernés mardi, dont 45 encore bloqués, selon le ministère de l'éducation nationale. Les lycéens ne décolèrent pas car aujourd'hui, dans un établissement sur deux, il y a des équipes d'AED (assistants d'éducation) où il manque 50 % des effectifs, des établissements où il n'y a pas d'infirmière scolaire, où il n'y a pas d'assistante sociale, des établissements où il manque des enseignants même dans les disciplines où les élèves devront passer le BAC. Mais comme disent les jeunes, la réponse du gouvernement a été la répression : 440 interpellations et 10 blessés parmi les élèves et les personnels. Tout cela pour avoir demandé

un service public de qualité. Que l'on soit en ville ou en milieu rural. C'est normal que les jeunes se mobilisent pour leur avenir, c'est sain.

La réponse violente à ce mouvement légitime nous choque : clé d'étranglement sur une jeune fille, tir à bout portant de lacrymogène brisant les dents d'un jeune homme, coups de matraques, gaz en plein yeux, utilisation de taser, gardes à vue abusives (environ trois cents à ce jour) insultes, fouilles de sacs au sein d'un établissement ... Sans parler des témoignages de violences loin des caméras, au sein des commissariats. Cette brutalité policière est disproportionnée et insupportable. Les ordres donnés par le ministre de l'intérieur et validés par le premier ministre doivent cesser immédiatement et sont dignes d'un État autoritaire aux abois. Quel décalage entre les revendications simples des lycéens et lycéennes et l'intransigeance du « maintien de l'ordre » qui vise l'effet de peur.

Que le gouvernement prenne bien garde car les travailleurs sont du côté des jeunes et ils ne laisseront pas leurs enfants se faire tabasser sans rien dire.

Contre les violences institutionnelles et policières : solidarité !

Les parents d'élèves et tous les personnels des lycées se doivent de protéger les élèves de la violence policière en étant présents auprès d'eux et elles. Nous appelons les militants à fournir de l'information anti-répression aux élèves : droits durant la garde à vue par exemple.

Les lycéens et lycéennes font des demandes simples et essentielles qui devraient être comprises car évidentes et la réponse gouvernementale est la violence. La violence appelle la violence, c'est peut-être cela que le gouvernement cherche afin de discréditer le mouvement lycéen. C'est inadmissible que la police essaie de terroriser les jeunes qui bien entendu crieront de plus en plus « Tout le monde déteste la police » comme ce fut le cas hier quand la police passait devant les lycées bloqués.

Ne nous habituons jamais à l'inacceptable ! Solidarité avec les lycéens et lycéennes !

Amplifions la lutte pour un service public de qualité et égalitaire, pour l'intérêt général et que cesse cette politique de l'austérité. Leurs revendications sont les nôtres. Ce sont des revendications pour l'avenir. Cet avenir passera aussi par l'écologie sociale et libertaire pour la défense de la planète. Que le crétin Trump soit maudit. Maudits soient aussi ceux qui frappent les jeunes et ceux qui préparent la guerre.

Patoche (GLJD)

Rien n'est plus fascinant que la diversité des choses

Ce serait une erreur colossale que de supprimer les régions. Il est urgent, et sans délai, de démanteler le nationalisme fermé qui est l'ennemi des droits populaires. Car l'État unitaire, partout où il a dressé sa tête d'hydre, n'a engendré que des folies : il a étouffé la conscience humaine et appauvri la culture. En tant que fédéralistes, nous adhérons à l'idée de l'union des peuples d'Europe. Bien avant les hommes politiques d'aujourd'hui, partisans de l'unité des nations, des internationalistes libertaires ont lancé la doctrine d'un fédéralisme sans hiérarchie ni artifice, dont les principes doivent sous-tendre l'association en cours de formation.

Chacun doit recevoir ce qui lui appartient afin de pouvoir le mettre en valeur et l'embellir. L'unité dans la diversité est source d'enrichissement, tandis que l'uniformité engendre le déclin le plus effroyable.

Le terme « fédéral » ne suffit pas à lui seul, car il existe des États unitaires, absolutistes, démocratiques, libéraux, des régimes de camps de concentration et des États totalitaires. Le nom change, mais le résultat reste le même sur le plan de la centralisation. Il est vrai aussi que des États fédéraux existent. Les trois formes de gouvernement qui semblent les plus acceptables sont le libéralisme, la démocratie et le fédéralisme. Cependant, en fin de compte, l'État, quelle que soit sa nature, est oppressif et injuste.

Nous souhaitons de même que les municipalités libres pratiquent une véritable démocratie, restaurant la liberté, garantissant l'égalité d'accès aux ressources et plaçant chaque personne au poste qui lui revient afin de contribuer au bien commun. Le fédéralisme est un pont entre le passé et le présent, permettant ainsi à la liberté future de progresser.

Rien n'est plus fascinant que la diversité des choses, tant dans le monde végétal que dans le domaine des idées. Si chacun de nous possède individuellement une force, en nous unissant, nous la multiplions et la rendons indestructible. Ensemble, nous accomplissons ce qui est impossible séparément et dispersés. Mais cette union ne doit pas diminuer ; elle doit au contraire accroître ce que chacun de nous aspire à continuer d'être.

Par nature et par conviction, le fédéralisme est créatif.

Le gouvernement central s'emploie sans cesse à abattre les arbres les plus luxuriants et les plus productifs du fédéralisme populaire. Il est tragique qu'il faille un Charles Quint, un Thiers, un Bismarck pour détruire de l'intérieur tout ce que le peuple défend légitimement.

Qu'est-ce que la France authentique ? Rien. La France est

historiquement le résultat de la vassalisation des autres régions à partir de Paris et de l'Orléanais à compter d'Hugues Capet, c'est-à-dire la soumission par la force, donc les guerres, de pays voisins comme la Bretagne par exemple. Pays qui avait une langue, des coutumes... Pourtant nous proclamons que le soleil et l'air, la terre et l'eau, le travail et ses fruits sont le patrimoine de tous, absolument tous. L'authenticité française se fit à coups de canon et d'arquebuses pour centraliser et s'accaparer les richesses de proximité. L'État français fut un État de rapines, un colonisateur des régions proches avant d'aller en Afrique et notamment l'Algérie.

Parallèlement au fédéralisme libertaire, nous constatons que le municipalisme fédéral, profondément ancré dans la vie du peuple, est une tradition constamment soumise au despotisme « éclairé ».

Qui n'a pas gardé en mémoire les leçons de l'Italie et de ses villes libres, ouvrant leurs portes à l'espoir d'une renaissance ? Un développement culturel magistral, l'apogée du travail artisanal, l'émulation des métiers d'art et l'essor de l'activité dans toutes les disciplines créatives. De remarquables fédérations de professionnels et de municipalités existaient en Finlande, en Russie, en Pologne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne et en Suisse. Ceux qui ont eu la chance d'étudier les Lettres finlandaises d'Angel Ganivet, conservées pour la plupart à la bibliothèque de la prison de Grenade (Espagne), ont été témoins du dévouement d'hommes qui ne méritaient pas l'infamie, mais la joie d'une véritable victoire. Ni la solitude ni la tristesse ne sauraient ternir l'éclat des actes nobles.

Les artifices sont futiles et stériles. La chose normale et sensée à faire est de former un continent peuplé de peuples souverains, de telle sorte que l'individu, c'est-à-dire les petites villes et les bourgs, ne soit pas maltraité par les plus forts et les plus impitoyables. La légende des Mandrin, des Marion du Faouët... a pris des proportions extraordinaires. On a tenté de discréditer et de calomnier ceux et celles qui cherchaient à établir leur coexistence en dehors de la sphère centralisatrice. Mais la malveillance autoritaire n'a pas atteint ses objectifs.

Ceux et celles d'entre nous qui n'attendent rien de l'État devraient promouvoir, comme règle sociale pour le traitement formel de nos affaires, les principes suivants, ainsi que tous autres qui tendent à les améliorer :

Éradication de l'État unitaire.

Indépendance civile et civique.

Lutte contre l'oligarchie au pouvoir.

Démantèlement de la ploutocratie.

Guerre contre l'autarcie et paix pour les hommes.

Défense et protection de la commune libre.

Autonomie populaire et administration des choses.

Fédération des régions autonomes.

Confédération des peuples d'Europe.

Paix et harmonie entre les continents fédérés.

Il n'existe qu'une seule forme de noblesse : celle des bonnes actions. S'il existe une véritable aristocratie, c'est celle du travail, de la culture et de l'intelligence. L'honnêteté, la diligence et la vertu. Des hommes libres et des peuples autonomes, unis au sein de la Confédération, plaçant la liberté

et l'égalité au-dessus des derniers vestiges de l'esclavage.

La France catholique et jacobine a toujours constitué un obstacle à l'autonomie locale, régionale. L'absence d'une France fédérée s'explique par le fait que le centralisme de type césariste a brisé l'unité philosophique, politique, sociale et économique des Bretons, des Basques, des Corses, des Alsaciens, des Occitans... Les peuples libres doivent se comprendre au-delà des centralismes qui s'opposent à leur identité. Les régions ne doivent pas mendier, mais conquérir ce dont elles ont besoin pour s'épanouir et bâtir une vie nouvelle et meilleure.

Nos régions aspirent à se libérer de l'injustice centralisée, car elles s'opposent à l'oppression entretenue et alimentée par un pouvoir unique. Elles désirent une autonomie qui prenne racine dans l'individu, prenne forme sociale au sein de la famille, se renforce dans le syndicat et trouve dans la commune libre l'expression la plus vivante de la conscience populaire.



Religieux havrais : de quoi je me mêle !



C'est curieux cet œcuménisme des religieux pour nous parler de la violence. Nous avons plutôt l'habitude de les voir d'accord contre les droits des femmes, notamment l'avortement et ceux des communautés LGBT dans leur ensemble.

Si les anarchistes sont athées, ils n'en demeurent pas moins pour la liberté de penser pour autant que les religieux n'entendent pas faire la loi et dicter notre conduite. Ce que Jean Jaurès traduisait par : « La loi doit protéger la foi aussi longtemps que la foi ne veut pas faire la loi. » Contrairement aux religieux de toutes confessions, l'anarchiste est pour la liberté de culte et contre toute persécution pour faits religieux.

Les anarchistes y ajoutent une touche antidogmatique car les religions ont toujours été du côté du manche et qu'elles ne reposent sur aucune donnée scientifique, aucune rationalité. Jaurès blâmait de même dans le christianisme la négation du droit humain et un principe d'asservissement. Anarchistes et socialistes politisaient ainsi la religion.

Au Havre, les responsables des cultes dénoncent les violences et « en appellent à l'apaisement rapide ». Après les violences survenues en marge de la manifestation du 17 octobre au Havre, les représentants musulman, catholique, juif et protestant dénoncent les débordements et demandent des réponses politiques aux jeunes. La presse locale relaie le communiqué des religieux qui veulent « dénoncer les violences qui se sont déchaînées le samedi 17 octobre 2026 au Havre mais également dans de nombreuses villes de France ».

Les religions qui donnent des leçons sur la violence, ça nous laisse pantois.

La religion catholique avec ses croisades contre les Infidèles à Jérusalem, plus tard contre les Albigeois puis l'Inquisition dans la foulée. Et l'on pourrait donner d'autres exemples de massacres, tortures et autres violences dues aux prélats. Et cette violence systémique d'agressions sexuelles d'enfants jusqu'à aujourd'hui. Alors, quelques feux de poubelles au Havre, c'est vraiment du pipi de chat comparé aux violences passées et présentes de la religion. Et on passera sur les guerres de religions avec les protestants qui ne furent pas les derniers à tuer des gens qui ne pensaient pas comme eux. Et l'on passera aussi sur toutes les sectes protestantes qui existent aujourd'hui et qui tentent d'intervenir sur les politiques de pays comme les USA, le Brésil etc., notamment les évangélistes. D'ailleurs le protestantisme est tellement scindé et balkanisé qu'on ne sait même plus qui représente les parpaillots officiels.

Et les Juifs ? Il suffit de regarder ce que font les colons israéliens en Cisjordanie pour voir que cette religion ne vaut guère mieux que les autres. Israël vient d'être accusé récemment d'extermination par une commission d'enquête de l'O.N.U. L'extrême-droite israélienne, très imprégnée de religion, n'a rien à envier aux fascistes. Et l'on ne parle même pas des hommes en noir...qui refusent de parler aux femmes.

Pour terminer, voyons les musulmans. De qui parle-t-on ? Des Chiïtes, des sunnites, ou d'une autre branche de cette religion. Des islamistes ? Tous se combattent. Même pas besoin d'invoquer les talibans qui esclavaient les femmes et leur déniaient tout droit à l'éducation

et au travail. Pas de quoi pavoiser non plus dans la plupart des pays qui ont la religion musulmane comme religion d'Etat. Et puis, le Hamas qui a organisé un pogrom géant et a kidnappé et séquestré de nombreux otages.

Les croyances religieuses débordent de beaucoup les seuls périmètres de la foi personnelle et de l'intimité spirituelle. De fait les religions possèdent le privilège exorbitant de déroger aux valeurs républicaines qu'elles prétendent pourtant conforter. Mais religion et hypocrisie sont les deux faces d'une même pièce.

Et puis, c'est quoi leurs textes sacrés ou sacralisés ; ce sont des textes de combat, des outils de propagande de religions car toutes les religions sont prosélytes. Chacune d'elle s'autoproclame la seule, la véritable, la vraie de vraie, la meilleure. On trouve de tout dans leurs textes mais souvent ils sont guerriers et phalocrates. Voit-on les hommes et les femmes effectuer des prières dans les mêmes lieux de cultes chez les musulmans ou chez les juifs orthodoxes? Quel sort réserve-t-on aux homosexuels et aux lesbiennes dans ces deux dernières religions?

Pour nous, les religions sont toutes liberticides et notre devoir de militants rationalistes est de combattre et dénoncer les religions qui ne sont que des alliés objectifs des

classes dominantes. La religion aliène la pensée. L'anarchiste rejette la soumission. Nous ne voulons ni maître sur Terre ni maître dans un au-delà qui n'existe pas. La critique de toute religion est saine.

Alors, religieux haurais, fichez la paix aux jeunes! Les anarchistes proposent la voie de l'entraide, c'est une valeur bien terrienne et qui n'a besoin d'aucune onction.

Ni dieu Ni maître Ni tribun Ni prophète

Micka (Groupe libertaire Jules Durand)



Jules Durand n'était pas militant à la L.D.H

Depuis quelques années, nous voyons différents articles indiquant que Jules Durand militait à la LDH, en était adhérent... Pour d'autres, il fréquentait la L.D.H.

Le problème, c'est que tous les historiens qui ont travaillé sur le sujet n'ont jamais trouvé trace d'une quelconque adhésion à la L.D.H de l'ouvrier charbonnier. Pas plus dans la presse locale, régionale ou nationale. Aucune allusion d'un militantisme de Jules Durand à la LDH dans les travaux de Chantal Ollivier, ni dans ceux d'Hélène Rannou, historienne de la Bourse du Travail du Havre. Aucune indication non plus dans les archives d'Armand Salacrou, ni dans les témoignages de militants communistes dans les années soixante (Cf Scoff : Un nommé Durand). Les militants libertaires qui se sont penchés sur l'Affaire Durand n'ont jamais relevé d'adhésion de Jules Durand à la LDH, ni dans les archives municipales, départementales, nationales ou dans celles du Pré Saint-Gervais.

Donc pour nous, il n'était pas membre de la LDH, sauf preuve du contraire.

Qu'on s'entende bien, il n'est nullement infamant d'être adhérent à la LDH. Plusieurs camarades anarchistes ou sympathisants sont membres de cette association. De même, loin de nous la volonté de minorer l'action de la LDH dans la libération de Durand tout comme dans l'affaire Aernoult-Rousset. La Ligue Française pour la Dé-

fense des Droits de l'Homme et du Citoyen a tenu un rôle de premier plan dans la reconnaissance de l'innocence de Durand ainsi que dans celle de Rousset.

Mais si Jules Durand n'était pas militant à la LDH, il n'y a aucune raison de dire qu'il l'était. A moins que la LDH qui est une organisation sérieuse et bien structurée ne nous donne la preuve que Durand était bien l'un de ses membres. Pas par ouïe dire mais dans une liste d'adhérents avant 1911. On ne se contentera pas d'un vague témoignage de Barthélémy non étayé et non sourcé. Si la LDH apportait cette preuve, nous ferions amende honorable mais si tel n'est pas le cas, nous continuerons à affirmer que Durand n'était pas adhérent à la LDH. Encore moins militant.

Pourquoi, nous pensons que Jules Durand n'était pas militant à la LDH ?

À cette époque, la section locale de la LDH était composée en grande partie de la bourgeoisie républicaine, de professions libérales et d'intellectuels. C'est un peu la sociologie « petite bourgeoise » de la LDH sur le plan national transposée sur le plan local. On ne voit pas très bien ce qu'un ouvrier anarcho-syndicaliste viendrait faire dans cette association. D'autant que les dirigeants anarchistes de l'Union des syndicats du Havre, Briollet puis Géeroms n'étaient pas militants à la LDH et qu'ils n'encourageaient

donc pas à militer dans cette association. Par contre Gérooms militait à la ligue antialcoolique de la CGT (cf le livre de Référence « Dossier Jules Durand » de Patrice Rannou). On constate de même que les anarcho-syndicalistes comme Yvetot par exemple préférait les mobilisations populaires (manifestations de rue, meetings, collages d'affiches, action directe...) au strict respect du droit de la LDH. Cette dernière ne reconnaît que le principe du droit : « Au-dessus des partis, au-dessus des classes, au-dessus des haines, au-dessus de nos propres sympathies, nous voulons relever le principe du Droit, seul fondement des démocraties ». (cf. Aernoult, Durand et Rousset – Trois affaires Dreyfus du Pauvre à la Belle Epoque » P. 72). Les syndicalistes libertaires luttent pour la liberté, contre l'oppression institutionnelle et pour l'émancipation des travailleurs qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Durand était un ouvrier charbonnier, syndicaliste libertaire, profondément ancré dans la lutte des classes et le syndicalisme d'action directe de la CGT. Lui attribuer une étiquette LDH qu'il n'avait pas, c'est gommer sa véritable identité politique et la radicalité de son combat ouvrier.

Il existait donc un fossé idéologique entre les dirigeants de l'Union des Syndicats du Havre (U.S.H.), les syndicalistes révolutionnaires du port dont Durand, qui percevaient globalement la LDH comme une structure « petite-bourgeoise » ou « radicale-socialiste », trop légaliste et éloignée des réalités du monde du travail et de la lutte des classes. Le syndicalisme havrais de 1910 prônait l'action directe et se méfiait des Ligueurs plus proches des radicaux-socialistes et autres socialistes politiciens que des anarcho-syndicalistes. Même si le concours de la LDH était sollicité afin de populariser et accroître l'audience dans des affaires comme celle de Durand. Après la Première Guerre mondiale, la LDH se mobilisera de même pour Sacco et Vanzetti et publiera une brochure sur cette affaire.

Si Jules Durand avait été militant à la LDH, on ne voit pas pourquoi cette dernière l'aurait renié sans indiquer son appartenance à la vénérable association.

Le mérite de la LDH n'est pas donc d'avoir défendu « l'un des siens », ce qu'il n'était pas, mais d'avoir défendu un ouvrier avec qui elle n'avait pas d'affinités de classe, au nom de la justice pure et des droits humains.

Mais reprenons quelques exemples significatifs du fossé existant entre les partisans de la lutte des classes et les « petits bourgeois » défenseurs du système en place.

Affaire Durand – La protestation de la section rouennaise de la LDH

Monsieur Louis Muller, président de la L des D-H : [...] « J'entends encore les mots prophétiques de Me Coty, qui

présenta avec force et une logique singulières la défense de Durand. Il disait au jury : « On vous demande de frapper fort. Prenez garde en frappant fort de frapper à côté, d'atteindre un innocent et, au lieu de contenir les passions, de faire des révoltés ! » Mais le jury était sourd à ces sentiments-là ! Il n'écoutait que la pire des conseillères, la peur. Il s'est figuré qu'en assénant à un syndicaliste vaguement compromis dans une rixe un coup retentissant, il terrifierait les agitateurs révolutionnaires. Il n'a réussi qu'à les surexciter, tout en révoltant la conscience des gens de cœur et de sens.

Dans l'intérêt de l'ordre social, dans celui même du régime républicain, il importe que le mal soit réparé, dans la mesure où il peut l'être ». [...] Journal Les Droits de l'Homme du 25/12/1910

C'est une réaction qui indique que la LDH est pour l'ordre social, pour la sauvegarde du régime républicain. Bien loin des préoccupations des syndicalistes libertaires pour qui la République est une fausse république qui est toujours du côté des exploiters et qui leur garantit leur domination sur la classe ouvrière ainsi que leurs privilèges.

Nous reprenons des extraits du journal L'Humanité du 13 janvier 1911 relatif à l'article, l'innocent Durand :

Meeting de la « Bellevilloise »

[...]Le citoyen Combes, de la section du Havre, de la Ligue, expose longuement, en témoins renseigné et minutieux, les circonstances du drame. Son exposé, d'une clarté parfaite et d'une méthode sûre, fut un précieux renseignement. [...]

C'est l'organisation des charbonniers, c'est l'homme qui venait d'amener 600 travailleurs au syndicat, que la bourgeoisie a voulu frapper, explique le citoyen Alcide Delmont. Si le mauvais coup monté par le patronat du Havre avait réussi, c'était les syndicats détruits et la propagande antialcoolique annihilée. [...]

En effet exposa le camarade Gerooms, c'est l'action syndicale des travailleurs havrais qu'on a voulu réduire. Poursuivis par la vie chère, nos 10 000 syndiqués par 91 000 journées de grève, et malgré les 1251 journées de prison dont ils furent gratifiés, venaient de conquérir, dans toutes les corporations, des relèvements de salaire. Le patronat a voulu reprendre l'offensive en frappant un grand coup comme entrée de lutte. Les travailleurs de Paris, inconscients que notre cause est la leur nous laisseront-ils écraser ? Sont-ils prêts à marcher avec nous jusqu'au bout ? Sont-ils prêts à suivre le mot d'ordre de la CGT ? Toute la question, maintenant est celle-là. [...]

Pierre Combes ne fait aucunement allusion à l'appartenance de Jules Durand à la LDH. Alcide Delmont fait

référence à l'antialcoolisme de Durand et Géreroms démontre chiffres à l'appui que le syndicalisme au Havre est de masse, qu'il a obtenu des avantages salariaux et que c'est pour cela que le patronat a frappé un grand coup pour stopper la force syndicale. Les démarches sont différentes.

Pierre Combes, socialiste et secrétaire de la section havraise de la Ligue des Droits de l'Homme, est d'autre part un précurseur de la cancel culture puisqu'il réussit à faire annuler la pièce de théâtre « L'Affaire Durand » écrite par Ernest Genet et l'anarchiste Adrien Briollet (Secrétaire général de l'Union des Syndicats du Havre élu en novembre 1909). Le cas de cette pièce et de sa programmation est intéressant puisque pour l'unique et première fois dans toute l'histoire de la Maison du Peuple, une représentation engendre débats houleux et protestations. Et la pièce est retirée de l'affiche le 13 juin 1911 face aux protestations répétées à son égard. Par exemple, un vif incident a lieu lors de la seconde représentation. Au début du deuxième acte, un spectateur assis aux fauteuils d'orchestre se lève et se tourne vers le public pour mieux protester contre la représentation. L'individu qui porte une fausse barbe noire, est chassé de la salle. Son expulsion n'est pas chose aisée puisque le protestataire s'agrippe à tous les sièges de la salle pour gagner du temps et continuer à perturber le spectacle. Le directeur du théâtre, lui-même, vient aider le service d'ordre du théâtre à le mettre à la porte et reconnaît à ce moment le secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme, Pierre Combes.

Les lecteurs intéressés par cet incident peuvent se reporter à l'article d'Hélène Rannou, historienne : Le Théâtre du Peuple du Havre : « un théâtre d'art social » ou comment instruire en distrayant. Ce texte a paru aux Presses universitaires de Bordeaux : Horizons/théâtres en mars/septembre 2012 (Revue d'études théâtrales).

Adrien pour le Groupe libertaire Jules Durand



Bayan Salehian doit être libérée immédiatement

Notre camarade anarcho-féministe Bayan Salehian a été arrêtée par les forces de sécurité iraniennes.

Bayan Salehian, une médecin kurde de 43 ans spécialisée en médecine interne, anarcho-féministe et militante sociale, a été arrêtée violemment dimanche dernier lors d'une opération des forces de sécurité iraniennes. Elle a été interpellée à son domicile et emmenée dans un lieu tenu secret. Originaire de Saqqez, elle réside actuellement à Urmia.

Selon les informations reçues par l'organisation de défense des droits humains Hengaw, les forces de sécurité iraniennes ont pris d'assaut le domicile de Salehian à Urmia le dimanche 27 septembre 2026 et l'ont brutalement battue lors de son arrestation.

Des sources au sein de l'organisation ont indiqué que la police avait perquisitionné son domicile et saisi son téléphone portable et son ordinateur portable. Aucune information précise n'est disponible concernant les raisons de l'arrestation de Salehian, les charges retenues contre elle ou son lieu de résidence actuel.

Salehian avait déjà été arrêtée à l'automne 2022, avec deux autres médecins de Saqqez, lors du mouvement « Femme, Vie, Liberté » (Jin, Jiyan, Azadi). Elle avait ensuite été condamnée par le tribunal révolutionnaire de Saqqez à huit mois de prison pour « propagande contre l'État par la publication de contenu en ligne ». Sa peine avait par la suite été commuée en amende.



Haro sur les retraités!

Les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ont toujours fonctionné en opposant les générations et en créant des boucs-émissaires. Rien de tel pour faire passer de sales réformes.

Ils accusent les boomers de tous les maux de la société, cela évite aux politiciens de tous bords de faire leur mea culpa, de faire leur aggiornamento et surtout de se dédouaner de leurs errances et mauvais choix politiques et économiques pour la société depuis des décennies. Les boomers se seraient gavés, la belle histoire ! Ce sont plutôt les actionnaires et les gros patrons qui se sont gavés et se gavent de plus en plus aujourd'hui. Pendant qu'on agite le chiffon rouge des retraités, on ne voit pas les vrais responsables de la dette qui d'ailleurs n'est pas nouvelle puisque c'était déjà un mal français en 1953 à cause des dépenses militaires de la guerre d'Indochine. Et en 1953, le gouvernement de l'époque a essayé de faire plier et payer les fonctionnaires en augmentant l'âge de départ à la retraite... Comme quoi, les politiciens remettent toujours le couvert quand ils sentent qu'il y a un relâchement au niveau syndical et surtout un manque de mobilisations sociales.

Le mantra gouvernemental c'est de s'attaquer aux fonctionnaires et maintenant aux retraités. Il faudrait taxer ces derniers et dans tous les médias, on reprend en boucle les arguments fallacieux et mensongers des gouvernements qui se succèdent. L'emblématique abattement fiscal de 10 % (qui compense partiellement la perte de revenus entre l'activité et la retraite ; nous en avons parlé précédemment dans nos colonnes) est confondu volontairement avec la déduction forfaitaire pour frais professionnels dont bénéficient les salariés, afin de le présenter comme un privilège absurde puisque les retraités dans l'ensemble n'ont plus d'activité salariée (quoique de plus en plus de retraités reprennent un petit boulot pour compléter leur maigre retraite).

C'est un des arguments du Medef repris par ceux qui gouvernent. De distorsions et distorsions, on en arrive à faire croire aux actifs qu'ils se font gruger par les retraités qui profitent d'un système injuste. Mais enfin, pour qui réfléchit un peu, on n'a jamais vu des patrons aller dans un sens de progrès social à moins d'y être forcés par la loi souvent issue de mobilisations populaires importantes (congrés payés en 1936, sécurité au travail...). Le Medef et les gouvernants à leur botte nous jouent la partition de la justice pour que les actifs et les retraités soient traités à parité. Les faquins, les ladres, les lâches !

Le pire c'est que les propositions tendant à jouer sur l'abattement fiscal ou la désindexation des retraites sont des plus ignobles. Il y aurait une désindexation réduite

pour les retraités qui « bénéficient » d'une retraite de 1260 à 2034 euros. Et au-delà, pas de désindexation car avec 2040 euros, c'est confort, on est riche. Et puis avec 1270 euros, les anciens peuvent bien faire un effort financier. Qui peut oser dire cela. Qu'on les mette tous et toutes, ces politiciens et ces patrons du Medef, à 1270 euros par mois, qu'ils voient ce que c'est que de vivre avec une telle misère de retraite. Des hypocrites qui essaient de nous faire avaler des couleuvres et nous font croire que seuls les plus aisés seront mis à contribution. Les plus aisés, ceux qui touchent 1260 euros et qui ne verront pas leur retraite revalorisée à hauteur de l'inflation apprécieront.

Les jeunes sont des fainéants qui ne veulent plus bosser et les retraités sont des favorisés. Anti-jeunes et gérontophobes, voilà la politique politicienne !

Il faut discriminer les jeunes, les migrants, les retraités, les fonctionnaires. Enfoncer le clou afin de diviser pour mieux régner.

Certains retraités aident leurs enfants en galère, font vivre des associations d'entraide, gardent leurs petits-enfants... et ont souvent moins de revenus que les actifs. Dans ces conditions pourquoi les retraités devraient-ils contribuer davantage que les actifs ou les rentiers de mêmes revenus au redressement des comptes publics qui sont dans le rouge et sont dus à des décisions politiques des mêmes qui n'assument pas leurs erreurs mais veulent faire payer les autres.

A mieux y regarder de plus près, ce sont les futurs retraités qui sont en réalité visés. On entend plein de jeunes dire : « Nous, on n'aura pas de retraites ». C'est l'idée qui commence à germer et qu'il faut déconstruire. Dans ces conditions, les lobbies interviennent pour smicardiser encore davantage les retraites et présenter la capitalisation comme la solution dans un futur proche car les retraites par répartition seront trop faibles pour que les gens en vivent. C'est un système qui s'il est mis en place favorisera les plus riches et les plus fortunés.

Ces dispositions sont contraires au « pacte social ». Les aînés se sont battus pour obtenir des retraites dignes mais pour la dignité, ce n'est malheureusement pas le cas pour tout le monde. Rien n'est jamais acquis, il faut toujours et encore se battre pour défendre ses conquises. Défendre les retraités, c'est défendre ses parents, c'est défendre la conception d'une comparaison de revenus.

Que le gouvernement et les suivants fassent attention car si les retraités ne sont plus globalement en activité et ne peuvent intervenir sur le plan corporatif en faisant grève, ils possèdent d'autres leviers notamment sur le plan de la

consommation.

Les retraités peuvent utiliser l'arme du boycottage. Ils peuvent se désabonner des journaux qui leur tirent dessus à boulets rouges. Ils peuvent pendant un trimestre ne plus consommer tel ou tel produit, ne plus aller au restaurant pour ceux et celles qui en ont les moyens. Ils peuvent occuper les ronds-points. Dans les jours et semaines à venir, nous verrons qui va à l'encontre des intérêts des retraités. La moyenne d'une retraite, c'est 1600 euros. Alors stop aux mensonges ! Stop aux campagnes de dénigrement.

Les retraités veulent vivre et non survivre et encore moins être retraités comme des chiens.

Patoche (GLJD)



Dockers: erreurs et oublis de John Barzman

L'ouvrage intitulé Les dockers du Havre de la Révolution à nos jours de John Barzman publié en novembre 2024, s'inscrit dans un champ déjà bien exploré, notamment sur les ancêtres des dockers et le modèle de la manufacture. Dans le cadre du centenaire de la mort du syndicaliste libertaire Jules Durand, nous concentrerons notre lecture critique sur le chapitre 4, « L'ère de Jules Durand (1885-1928) », et le chapitre 5, « Docker = syndiqué (1928-1965) ».

Nous comparerons alors les analyses de John Barzman, militant d'obédience trotskyste, avec d'autres travaux, en soulignant des divergences de fond et de forme. Bien évidemment, nous n'allons pas lister tous nos désaccords historiques avec John Barzman car ils sont trop nombreux et nos lecteurs seraient vite découragés. Nous ne prendrons que quelques points qui nous paraissent symptomatiques d'une analyse historique tronquée et parfois fausse.

Concernant les dockers, nous soulignons aussi un travail très intéressant à propos de « Les dockers de Marseille » de M.R. Loew, paru dans « Economie et Humanisme », étude écrite en 1943 et publiée en 1944. Son chapitre « Des portefaix aux dockers » mérite le détour.

Commençons par mettre en lumière l'historiographie partielle de cet ouvrage historique de John Barzman qui s'appuie sur un corpus existant, mais omet certains apports importants. Aussi, il est étonnant de constater qu'il ne mobilise pas les travaux de thèse et les articles historiques d'Hélène Rannou dédiés à l'histoire du syndicalisme révolutionnaire au Havre, devenus incontournables, ni même certains ouvrages récents sur l'affaire Durand. Ces silences bibliographiques maintenus sur ces travaux de recherches et publications posent ques-

tion. Leur absence interroge autant qu'elle surprend surtout lorsque l'ouvrage est présenté comme « exceptionnel » (Préface du livre P. 11).

Outre cette contribution à une vision partielle assumée des continuités et ruptures du mouvement ouvrier local, nous pouvons également signaler des imprécisions de forme et de chronologie. Par exemple, John Barzman présente L'Idée ouvrière comme « premier journal ouvrier havrais » paru brièvement en 1888, sans préciser qu'il s'agit d'un hebdomadaire anarchiste publié en 1887-1888 sur une quarantaine de numéros.[1] Or, tenir un hebdomadaire à cette période est une véritable prouesse pour des militants qui doivent en parallèle gagner leur vie. La place des anarchistes dans les mobilisations des chômeurs de 1885-1886 est également minimisée. Ce sont pourtant eux qui sont à l'initiative des réunions d'ouvriers sans travail à Franklin, et nombre de délégués élus (Caron, Glasser, Godeau) appartiennent à ce courant. Ainsi, le 25 mars 1886, 2400 à 2500 ouvriers sans travail se réunissent à Franklin. Si le commissaire central indique dans son rapport du 26 mars que la réunion est organisée par les membres du parti socialiste du Havre, il faut bien comprendre que ces « socialistes » sont anarchistes : « A l'ouverture de la réunion, un président de séance est nommé : le citoyen Godeau. Celui-ci, conformément à la volonté des anarchistes locaux de ne pas intervenir comme « présidents » ni de former un bureau car un président devient maître alors, ne répond pas à l'appel de son nom. Des assesseurs sont alors nommés, ce qui n'empêche nullement Godeau d'intervenir ultérieurement quand le débat est lancé. « Il dit que depuis 1849, c'est la première réunion publique qui a lieu où il soit possible au parti socialiste de développer ses idées. Arriver par la science à ce que l'Etat (Il entend par l'Etat, tous les travailleurs) s'empare des canaux, des chemins de fer,

de la navigation, etc. Faut-il détruire les machines ? (des cris oui, oui se font entendre) Non, car les machines sont faites pour soulager l'homme qui doit les faire travailler sans se fatiguer. Il faut agir avec fermeté, bien réfléchir avant d'entreprendre, car le temps des barricades est passé ; mais le temps est proche où le peuple se gouvernera, il sera libre. De nos jours, il y en a qui mangent trop et d'autres qui ne mangent pas assez. Supprimer cela, voilà ce que veut l'anarchie. (Applaudissements)

A l'issue de la réunion, il est acté qu'une pétition représentant les différents vœux émis par l'assemblée sera présentée au Maire du Havre par une commission. Celle-ci est constituée des délégués suivants : Lefèvre, L'herbinger, Carron, Louis Sommer, Bérenger, Glasser, Traquete, Cheminot et Collet. Le secrétaire de cette commission étant l'anarchiste Caron. [2]

Cette première série d'imprécisions en annonce d'autres, qui touchent cette fois à l'ordonnancement même des événements. Il aurait été plus cohérent, à nos yeux, de garder la chronologie des faits. Nous les resituons donc.

- 1886 : organisation des chômeurs par des militants libertaires, grandes réunions à Franklin.
- 1887-1888 : parution de L'Idée ouvrière, hebdomadaire anarchiste.
- 9 novembre 1892 : création de la Fédération des Chambres syndicales havraises.
- 1898 : création de la Bourse du Travail du Havre.
- 1901 : éviction des syndicats de la Bourse du Travail.

C'est une époque où le mouvement ouvrier évolue rapidement et l'on voit d'anciens anarchistes comme Verson et Rathier rejoindre les socialistes allemanistes (socialistes révolutionnaires anti-guesdistes (anti-marxistes) et pour qui le parti socialiste doit être au service des syndicats et non l'inverse). Mais la fermeture de la Bourse du Travail en 1901 sera leur chant du cygne au Havre. Il est à noter que John Barzman effleure dans ses écrits l'impact de la fermeture de la Bourse du Travail en 1901, qui provoque pourtant une véritable débandade syndicale et une perte de cohésion difficilement compensée par la création de la Maison du Peuple fondée par Charles Marck (dont le parcours biographique est aussi écorné par John Barzman).

Passons donc au Premier Mai 1901 qu'il évoque très brièvement alors que cet événement représente un tournant syndical au Havre. Après la conférence de Capjuzan dans la grande salle Franklin où se sont groupées 3000 auditeurs, quelque 600 manifestants au sortir de la réunion

forment un cortège et demandent à aller chez Marais, le maire du Havre. Des dégradations s'ensuivent : bris de vitres, de tous les réverbères et dégradation aussi des tramways, et de certaines habitations. L'armée se trouve devant la résidence du maire et stoppe les manifestants qui se dispersent... Le maire, tenant là un bon prétexte, ferme la Bourse du Travail. Monsieur Barzman parle d'éléments incontrôlés qui brisent des vitres mais oublie de mentionner que le 24 avril 1901, Laville avait demandé à la mairie la grande salle du bâtiment Franklin pour y accueillir Braun, Secrétaire de la Fédération Nationale de la Métallurgie. L'adjoint au maire, Monsieur Jamein, ayant refusé d'obtempérer, Montagne des marins donna rendez-vous pour le Premier Mai : « Nous irons manifester à l'Hôtel de ville et chez Marais ». [3] Ce sont donc les socialistes qui échauffèrent au préalable les esprits. D'où les incidents qui s'ensuivirent.

Et après, on y perd son latin. John Barzman indique que Charles Marck quitte le Havre en 1903 et, après un bref séjour à Londres monte à Paris où à partir de 1905, en tant que secrétaire de la Confédération générale du travail, il défend une perspective syndicaliste révolutionnaire. (P. 196). Tout d'abord, rien ne corrobore un court séjour à Londres (Cf la critique de Michel Pigenet) et de surcroît s'il est employé par la CGT à partir de décembre 1905, Charles Marck n'a jamais été secrétaire de la CGT mais il prit la suite d'Albert Lévy comme trésorier confédéral en 1909, ce qui est différent.

L'éviction des syndicats de la Bourse du Travail représente une véritable rupture sur le plan syndical : « A la suite de la fermeture de la Bourse du Travail, les syndicats s'éparpillèrent et échappèrent dès lors à la discipline rigoureuse qu'avait su leur imposer l'énergie de Marck. Ce dernier tenta de rallier les syndicats mais ce fut peine perdue et les étrangers aux syndicats n'étaient plus écoutés...

Devant cet échec, Marck fonda quelque temps après une Maison du Peuple. C'est là que tenait ses assises la Fédération des Chambres syndicales ouvrières mais elle n'existait plus que de nom. » [4]

D'ailleurs, cette Maison du Peuple, constituée sous la forme de la « Société coopérative des Travailleurs Havrais », est utilisée par les anciens dirigeants de la Bourse du Travail (Marck, Laville, Montagne) pour reconstituer une centralité syndicale dans le cadre de la loi de 1901. Ses statuts affirment explicitement un double objectif : étude des questions sociales et propagande des idées socialistes, via conférences, bibliothèques, universités populaires, etc. Cette dimension politique assumée, ainsi que le soutien à la « Bourse du Travail libre », mettent à mal le principe d'indépendance syndicale que la Charte d'Amiens viendra consacrer en 1906 et que défendront ensuite les anarcho-syndicalistes havrais.

Cette Maison du Peuple continuera à exister sur le papier au moins jusqu'en 1906 puisque « Le Sous-Préfet de l'arrondissement du Havre certifie avoir reçu de M. Goré Albert, 134, Rue d'Etretat, secrétaire général, une déclaration en date du 28 avril 1906 par laquelle il fait connaître que la Société dite « Maison du Peuple » dont le siège social est au Havre, 134, rue d'Etretat, a nommé, dans sa réunion du 27 avril 1906, son bureau comme suit pour 1906 :

Secrétaire Général : M. Goré Albert ;

Secrétaire adjoint : M. Duchesnay ;

Trésorier : M. Laville ;

Trésorier adjoint : M. Gournay[5].

Nous constatons que si les syndicalistes socialistes, y compris allemanistes, effectuent une certaine besogne syndicale, la politique n'est jamais bien loin : participation aux élections municipales et propagation des idées socialistes dans les syndicats.

John Barzman passe sous silence cet épisode politique. Pourtant, il aura des incidences notamment pour les travailleurs portuaires, ce que nous verrons ci-après...

De surcroît, il nous semble important de revoir le découpage de l'action collective présenté par John Barzman. Effectivement, dans son ouvrage, il fragmente l'action collective des ouvriers du port en cinq séquences (1885-1899, 1899-1914, 1914-1918, 1919-1923, 1923-1928), ce qui ne rend pas justice à certaines continuités. Il serait plus pertinent, de notre point de vue, d'adopter les découpages suivants : 1886-1908, 1909-1914, 1914-1918, 1919-1928.

L'année 1909 apparaît comme un tournant majeur, avec la grève des ouvriers du port en octobre, qui mobilise jusqu'à 3300 grévistes et se traduit par de lourdes condamnations et l'intervention de l'armée sur les quais. L'Union des Syndicats du Havre sort une affiche « Appel aux Havrais » pour soutenir les grévistes du port.[6] Après trente-deux jours de lutte, le 2 novembre 1909, les ouvriers reprenaient le travail sans avoir obtenu satisfaction mais ils avaient compris la nécessité et l'utilité du syndicalisme et, à la presque totalité, ils se groupèrent dans le syndicat. Le syndicat compta rapidement 2600 membres et, pour son bon fonctionnement le secrétaire et le trésorier furent nommés permanents.

C'est à partir de ce moment-là que les travailleurs portuaires adhèrent massivement à l'Union des Syndicats du Havre (U.S.H.), transformant celle-ci en union de masse dirigée par l'anarchiste Adrien Briollet (élu secrétaire général le 21 novembre 1909 ; à noter que ce militant sera

dans l'entre-deux guerres l'un des fondateurs du S.N.J.), avec une forte participation des dockers. Labay, docker, sera nommé trésorier-adjoint de l'U.S.H. Fin novembre, l'U.S.H. compte 9500 adhérents.

Et nous avons une information cruciale parue dans *Vérités*, le journal de l'U.S.H. : « Quand nous fondâmes l'Union des Syndicats du Havre, les syndicats des ouvriers du port : marins, voiliers, camionneurs et port n'acceptèrent point nos statuts malgré la part active qu'ils prirent à les combattre afin de détruire l'œuvre que nous entreprenions. Ces derniers fondèrent l'Union des Syndicats des ports de la Manche et demandèrent à la C.G.T. leur affiliation. La Confédération répondit que cette organisation faisait double emploi avec la nôtre... »[7] C'est dire que l'adhésion des travailleurs du port à l'U.S.H. n'allait pas de soi, et ce pour des raisons politiques.

John Barzman passe très rapidement sur la création de l'Union des Syndicats du Havre en novembre 1907. C'est pourtant le renouveau du syndicalisme havrais... sur des bases syndicalistes révolutionnaires (anarcho-syndicalistes). Et quand les travailleurs portuaires adhèrent à l'U.S.H., deux années plus tard, fin 1909, ce sont le syndicat des ouvriers des Docks entrepôts, le syndicat des ouvriers camionneurs, le syndicat des ouvriers voiliers, le syndicat des ouvriers du port qui vont cotiser en nombre.

Pour résumer, les dockers n'étaient pas adhérents à l'U.S.H. lors de sa création en 1907. Ils s'opposaient même aux statuts de l'U.S.H. si l'on se réfère au journal de l'Union des Syndicats du Havre de juin-juillet 1908.

Puis pour avancer dans le livre, nous passons à l'année 1913. Six syndicats décident de s'unir à partir du 1er septembre 1913 dans un Syndicat général des ouvriers du port (SGOP) qui se dote d'un secrétaire permanent, Auguste Hervieu, et d'un trésorier permanent, Guillaume Le Moal.

Pour davantage de précisions, ce sont deux militants anarcho-syndicalistes. Le Moal Guillaume, né le 5 mars 1875 à Louargat, est trésorier adjoint permanent du syndicat des ouvriers du port du Havre depuis le 24/2/1911 ; c'est un antimilitariste. Et Hervieu crie à la fin de certaines réunions de dockers « vive l'anarchie ! ». Il est de même, comme Le Moal, inscrit au carnet B.[8]

John Barzman parle de la clinique syndicale, tenue par le docteur Houdeville de 1909 environ à 1914.

Plus être plus précis, la clinique a été fondée en mai 1908, avec la direction sympathique du docteur chirurgien Houdeville et sous l'égide de l'Union des Syndicats. Elle est située au rez-de-chaussée de la Bourse du Travail, rue Jean Bart. Elle sera transférée au 20, rue Rollon dans une maison indépendante et prendra le nom de dispen-

saire de l'Union des Syndicats, toujours sous la direction du docteur chirurgien Houdeville. Le dispensaire a été inauguré le 15 janvier 1911. Cornille Géreroms fera visiter le dispensaire aux congressistes cégétistes du Congrès de 1912 au Havre. Le dispensaire sera actif jusqu'en 1913, c'est-à-dire jusqu'au moment de la démission de Cornille Géreroms de l'U.S.H.

Le diable est dans les détails

Enfin, concernant Jules Durand, partie/chapitre de l'ouvrage dans lequel les oublis bibliographiques sont pléthores, John Barzman surprend également par ses approximations historiques. Par exemple, il date la création du comité de défense de 1912 au lieu de 1910 et fait naître le journal Vérités en 1903 alors que le premier numéro paraît en septembre 1906. Il surestime aussi le tirage initial du journal mais surtout sous-estime le rôle des mouleurs et de l'anarchiste Cornille Géreroms dans sa fondation.

De plus, concernant la stèle à la mémoire de Durand au cimetière Sainte-Marie, John Barzman attribue étonnement l'initiative à la mairie de Léon Meyer, alors que les sources syndicales montrent clairement que ce sont les organisations autonomes (anarcho-syndicalistes) et confédérées (socialistes) havraises qui financent le monument. Les syndicats communistes (CGTU) y contribuent très marginalement. Ces faits sont confirmés dans les articles de Vérités d'Avril, Mai, Juin et Juillet 1931, très critiques d'ailleurs envers l'attitude des communistes locaux sur cette question.

Force est de constater que les communistes ne sont quasiment pour rien dans le financement de la stèle de Jules Durand au regard des 8.187.fr.10 collectés.[9] Et nous allons enfoncer le clou avec un document que nous n'avions jamais utilisé jusqu'à présent. Nous conseillons aux militants qui sont intéressés par le sujet de lire le journal « Vérités » de juin 1931 qui révèle concernant le financement de la stèle « l'attitude scandaleuse observée des communistes de notre ville en cette circonstance ».

Dans « Vérités » de juillet 1931, c'est un vieux militant voilier, Henri Coupard, qui fait un bref historique du Comité Jules Durand : « Il faut que je rappelle aux néophytes unito-communards qu'en 1926 un appel fut lancé, pour constituer notre Comité, à toutes les Organisations syndicales : confédérées, autonomes, unitaires et Syndicats de fonctionnaires. De toutes les Organisations ouvrières, seul le Syndicat des Charbonniers – qui était alors indépendant et qui est aujourd'hui ultra-révolutionnaire – ne répondit pas à notre appel malgré trois démarches successives.

Les autres syndicats unitaires versèrent pendant quelque temps puis cessèrent parce que notre Comité résista aux

tentatives des communistes qui cherchaient à s'emparer de sa direction.

Voici, d'ailleurs, à titre documentaire, les sommes versées par quelques-uns de ceux-ci :

Parti Communiste : A versé 25 francs en 1926.

Métallurgie : 10 francs par mois jusqu'en 1928.

Gaziers : Ont versé en tout 150 fr. Plus de versement depuis 1928.

Coiffeurs : Un versement de 10 fr en 1926.

Produits chimiques : Ont versé 5 fr par mois jusqu'au début de 1927.

Livre : Cinq versements de 5 fr en 1926.

Les autres Organisations firent un ou deux versements puis ce fut fini. Nous n'avons pas besoin de nous appesantir longtemps sur les raisons qui ont motivé cet état de choses. La baisse constante des effectifs en est aussi la cause et ce n'est pas sans une certaine rancœur que les dirigeants des Syndicats unitaires voyaient notre Comité, plus solide que jamais, demeurer debout pendant qu'eux se désagrégeaient pour tomber à zéro.

Il paraîtrait, cependant, que certaines Organisations ont versé à l'Union Locale Unitaire des sommes qui devaient être versées à la mère de Durand. Si cela est exact nous serions heureux de connaître le chemin pris par ces fonds. Ou alors, nous prions les intéressés, puisque Mme Durand n'a jamais reçu un sou de ce côté, de mettre fin à cette hypocrite comédie en exigeant les reçus des sommes versées.

Le Comité Durand tient cinq membres à la disposition des communo-unitaires pour examiner, dans une Commission mixte, les pièces comptables justifiant ces versements.

Nous savons que le Syndicat des Charbonniers, qui a dans son sein les quelques trublions qui ont découvert la sépulture de Durand en 1930, s'est aperçu l'année dernière que la mère de notre regretté camarade devait être digne d'intérêt. Aussi lui octroya-t-il généreusement le reliquat de la grève qui se montait à environ 200 francs. Je regrette que ce geste fût si tardif et regrette aussi qu'il soit resté sans lendemain. Notre Comité, lui, a toujours fait son devoir, même en des moments difficiles. »

Nous apprenons donc que les communistes havrais ont essayé de prendre le contrôle, sans succès, du Comité des Amis de Jules Durand et que leur contribution financière fut des plus réduites et c'est un euphémisme.

Patrice Rannou (A suivre)

[1] gallica.bnf.fr > ark: > 12148L'Ideé ouvrière : journal hebdomadaire paraissant ... – Gallica

Presse et revues L'Ideé ouvrière : journal hebdomadaire paraissant le samedi

[2] 135 ans de présence anarchiste au Havre ; site du Libertaire- Rapport du Commissaire Central de police du 26 mars 1886- AMH6 Fonds contemporain, série I 2 carton 1, liasse 2

[3] (CR séance du Conseil municipal du Havre du 29 mai 1901).

[4] A.N. F/7/ 13619

[5] ADSM 4M 572

[6] Rannou Patrice -Les 110 ans de l'Union locale CGT du Havre- Editions Le Libertaire

[7] Vérités du 15 juin au 15 juillet 1908.

[8] Rannou Patrice- les 110 ans de l'Union locale CGT du Havre- Editions Le Libertaire- P. 62-63

[9] Vérités d'Avril 1931- Comité des Amis de Jules Durand, P. 4 ; article qui jouxte celui du 1er Mai 1931 où il est écrit : Le Premier Mai dès son départ a reçu le baptême du sang des martyrs de Chicago, assassinés sur l'ordre des sinistres exploiters du travail [...].



Le Libertaire
Internet : <http://le-libertaire.net/>
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com